



Dépêche No. 802 | 2 mai 2024

Les Guinéens se sentent libres de s'exprimer mais se méfient de ce qu'ils disent en politique

Dépêche No. 802 d'Afrobarometer | Mohamed Sylla, Lionel Ossé et Aliou Barry

Résumé

La liberté de la presse et d'expression en République de Guinée a connu une série de soubresauts. Avec l'avènement de l'Etat de droit et de la démocratie au lendemain de la mort du Président Ahmed Sékou Touré en 1984, les autorités tentaient régulièrement de censurer les médias critiques du pouvoir. Après les « journées nationales de l'information et de la communication » en 1990, les projets réglementaires voient le jour, et aboutissent aux lois portant liberté de la presse ainsi qu'à un projet de texte portant création d'entreprises de presse publique et privée (Matras, Fra, Leroy, Camara & Curtis, 2015).

Durant la période de transition politique consécutive au décès du Président Lansana Conté, le cadre juridique des médias va être totalement révisé et des avancées considérables seront enregistrées dans la nouvelle Constitution adoptée en 2010 par le Conseil National de la Transition. Cette Constitution garantit en ses articles 8 et 10 la liberté d'expression et d'occupation de l'espace public. En dépit de la dépenalisation des délits de presse, plusieurs journalistes ont été interpellés et condamnés sous le magistère du Président Alpha Condé. Les droits à la liberté d'expression sont violés et la production d'informations critiques et indépendantes reste difficile, particulièrement lorsque celles-ci mettent en cause des membres du gouvernement ou des forces de sécurité (Bangoura, 2019 ; France 24, 2018).

Les entraves à la liberté d'expression et des médias ont connu un rebondissement récemment sous la nouvelle transition politique actuellement en cours en Guinée avec les restrictions d'accès à l'Internet et aux réseaux sociaux, le brouillage des signaux radio, le retrait des chaînes de télé des bouquets Canal+ et Startimes et les intimidations à l'encontre des journalistes (Reporters Sans Frontières, 2023 ; Sow, 2024).

Ce travail nous permettra de faire l'état des lieux sur la liberté d'expression et des médias ainsi que les libertés civiles à l'aide des données des enquêtes Afrobarometer.

Il ressort que la majorité des Guinéens se disent libres d'exprimer leurs opinions, de choisir sans pression pour qui ils veulent voter et d'adhérer à la formation politique de leur choix. Cependant, ils pensent qu'ils doivent faire attention quand ils parlent des sujets politiques.

Les Guinéens affichent un large soutien à la liberté de la presse, mais beaucoup d'entre eux déclarent que les médias ne sont pas libres de publier sans censure ni ingérence du gouvernement dans leur pays.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023)

couvrent 39 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer en Guinée, conduite par Stat View International, s'est entretenue avec 1.200 adultes guinéens en août 2022. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées en Guinée en 2013, 2015, 2017 et 2019.

Résultats clés

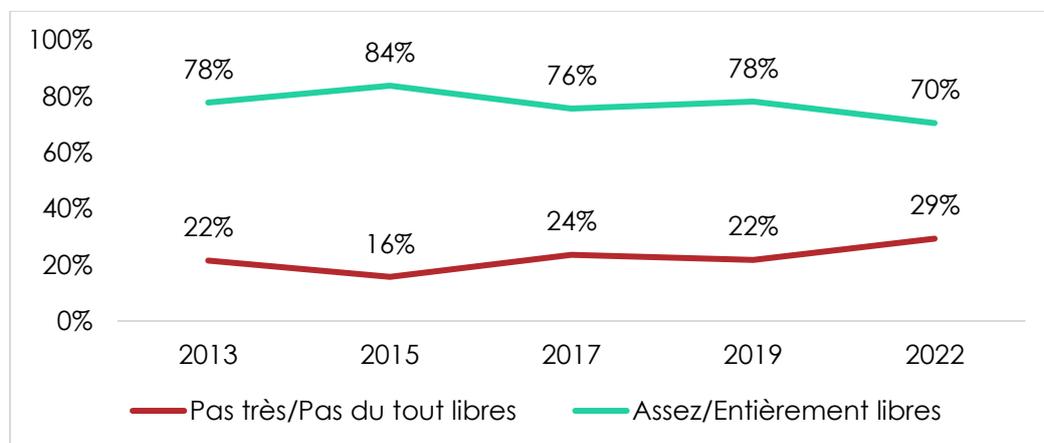
- Sept Guinéens sur 10 (70%) disent être « assez libres » ou « entièrement libres » de dire ce qu'ils pensent. Ce taux a baissé de 8 points de pourcentage depuis 2019.
- Toutefois, plus de sept Guinéens sur 10 (72%) déclarent qu'ils doivent « souvent » ou « toujours » faire attention à ce qu'ils disent en politique.
- Par contre, de fortes majorités estiment être libres de choisir sans pression pour qui ils veulent voter (93%) et d'adhérer à la formation politique de leur choix (86%).
- La majorité des Guinéens soutiennent que les médias devraient être libres de publier sans le contrôle du gouvernement (65%) et qu'ils devraient constamment enquêter et publier sur la corruption et les erreurs du gouvernement (75%).
- Cependant, plus de quatre répondants sur 10 (43%) déclarent que la presse en Guinée n'est « pas très libre » ou « pas du tout libre » de publier sans censure ni ingérence du gouvernement.

Les Guinéens jouissent-ils de la liberté d'expression ?

Les Guinéens estiment être suffisamment libres de s'exprimer : 70% affirment qu'ils sont « assez libres » ou « entièrement libres » de dire ce qu'ils pensent (Figure 1). Bien que constante entre 2013 et 2019, on note une baisse de 8 points de pourcentage de cette liberté lors de la dernière enquête d'Afrobarometer.

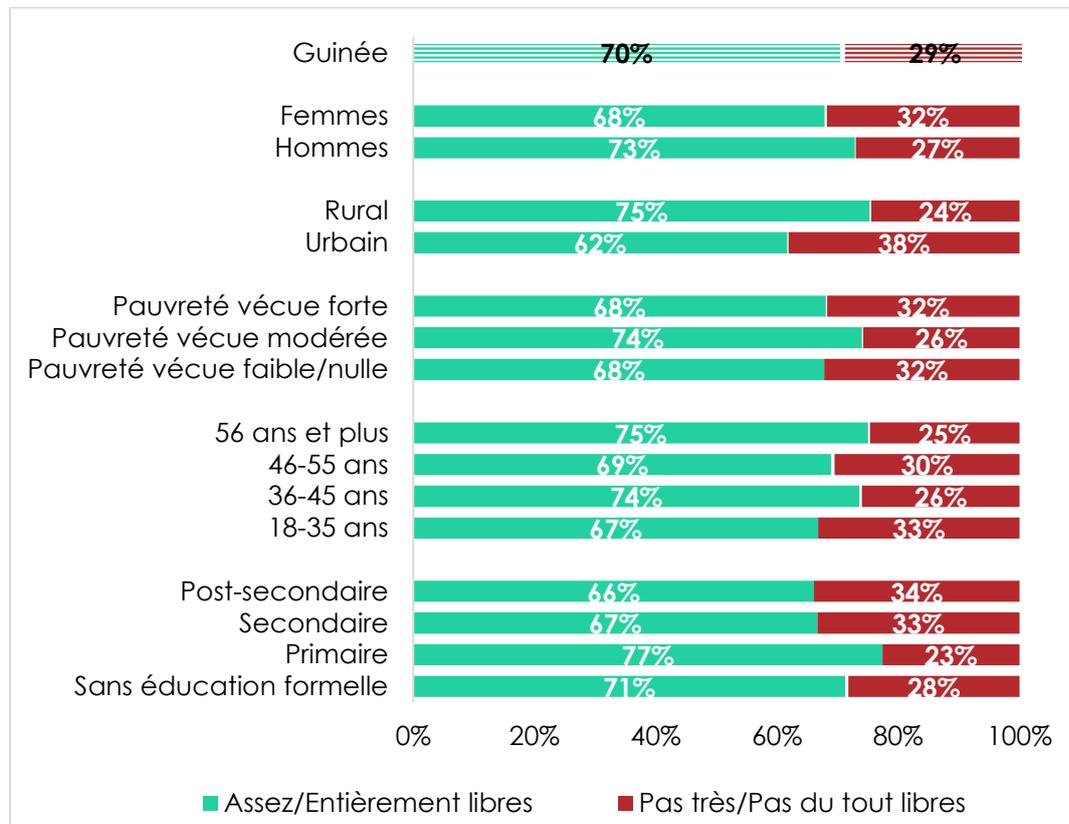
Les plus de 55 ans (75%), les moins instruits (71%-77%), les habitants des zones rurales (75%) et les hommes (73%) ont plus tendance à s'estimer libres d'exprimer leurs opinions que les jeunes (67%), les plus instruits (66%-67%), les citadins (62%) et les femmes (68%) (Figure 2).

Figure 1 : Liberté d'expression | Guinée | 2013-2022



Question posée aux répondants : Dans ce pays, à quel point êtes-vous libre d'exprimer votre opinion ?

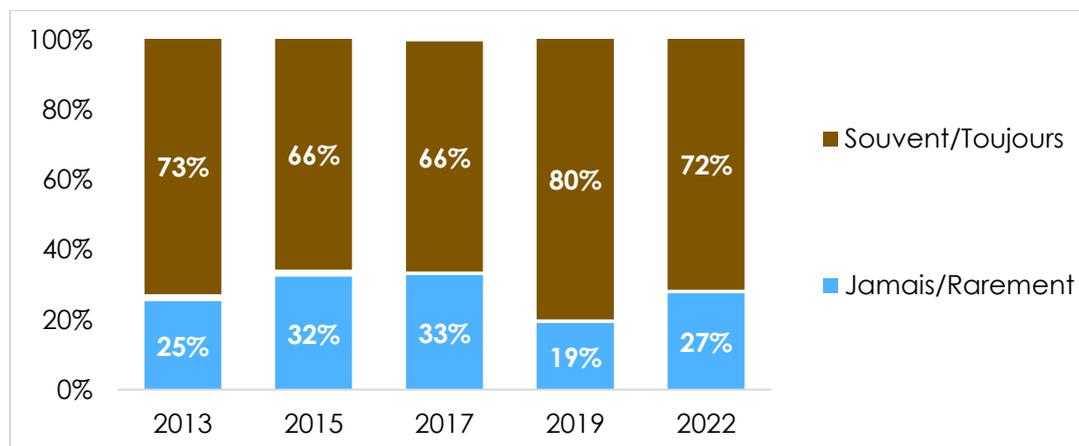
Figure 2 : Liberté d'expression | par groupe démographique | Guinée | 2022



Question posée aux répondants : Dans ce pays, à quel point êtes-vous libre d'exprimer votre opinion ?

Si la majorité des Guinéens rapportent des largesses en termes de liberté d'expression, le tableau est différent en ce qui concerne les discussions sur les sujets politiques. Depuis la première enquête réalisée en Guinée en 2013, au moins deux tiers des Guinéens – 72% en 2022 – ont constamment déclaré qu'ils devraient « souvent » ou « toujours » faire attention à ce qu'ils disent en politique (Figure 3).

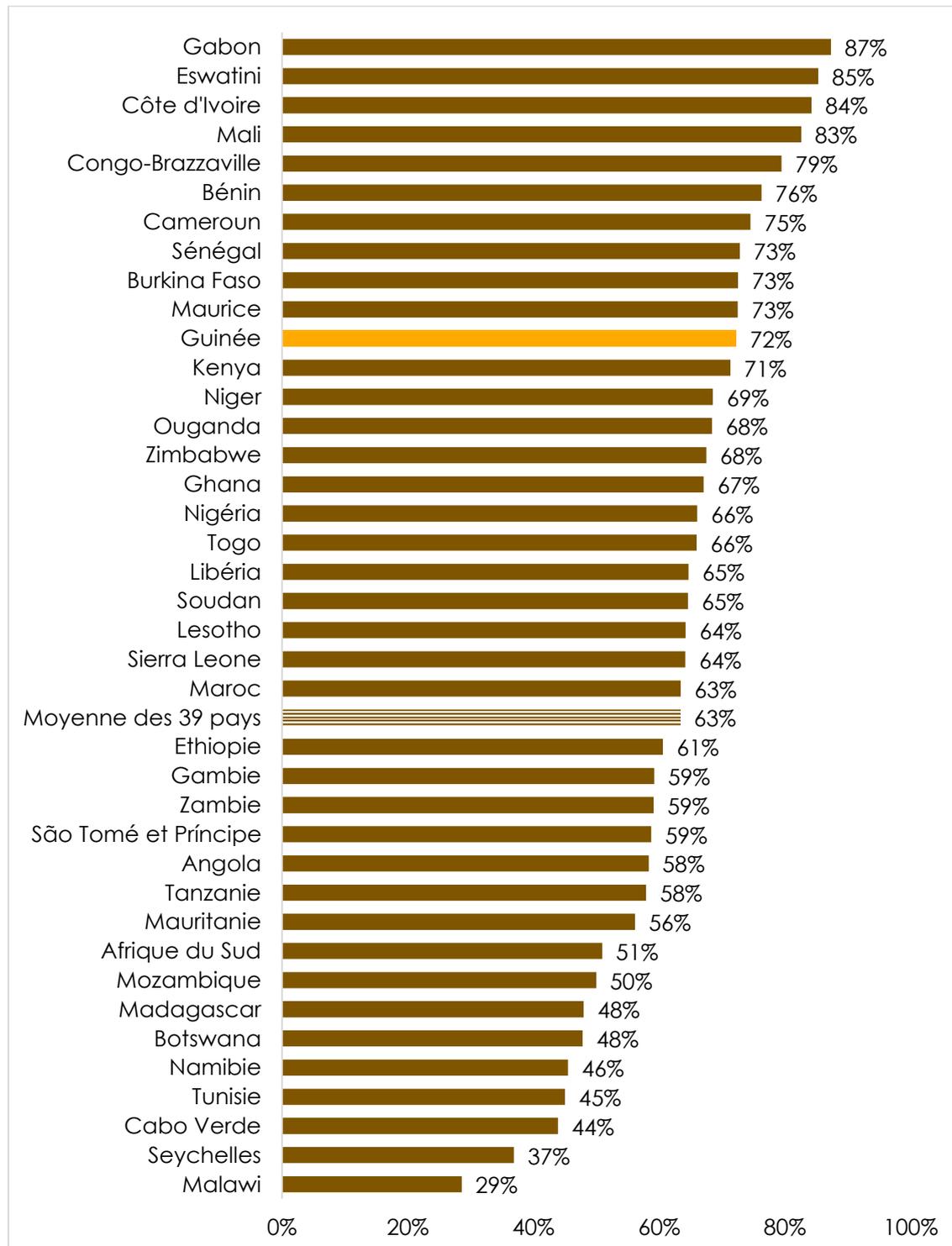
Figure 3 : Faire attention à ce qu'on dit en politique | Guinée | 2013-2022



Question posée aux répondants : A votre avis, à quelle fréquence, dans ce pays, est ce que les gens devraient faire attention à ce qu'ils disent en politique ?

Ce qui a valu à la Guinée, au cours de la plus récente enquête d'Afrobarometer dans 39 pays africains en 2021/2023, d'occuper la 11e place des pays où les citoyens expriment la prudence sur ce qu'ils disent en politique, bien au-dessus de la moyenne (63%) (Figure 4).

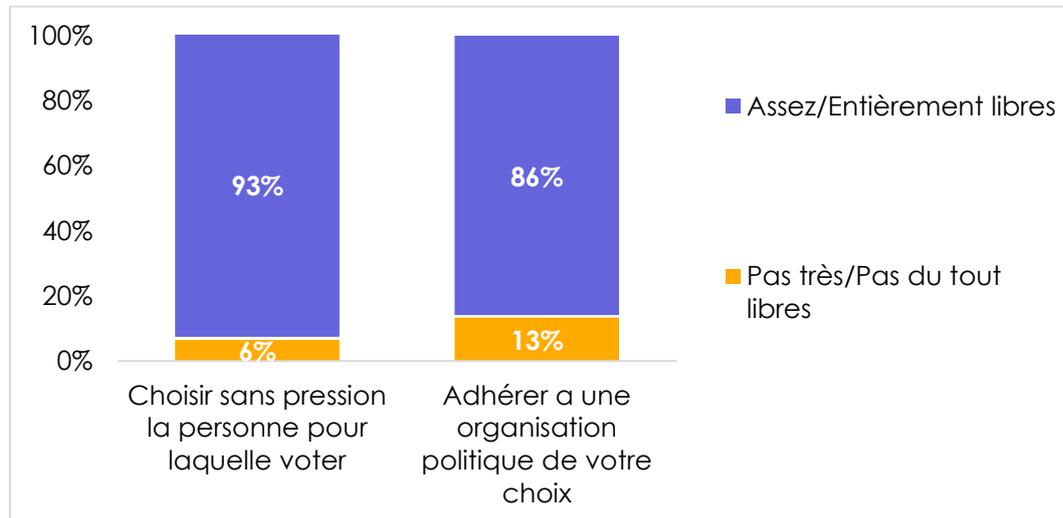
Figure 4 : Faire attention à ce qu'on dit en politique | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : Selon vous, à quelle fréquence, dans ce pays, est-ce que les gens devraient faire attention à ce qu'ils disent en politique ? (% qui disent « souvent » ou « toujours »)

S'agissant de la liberté de voter pour le candidat de son choix, plus de neuf Guinéens sur 10 (93%) disent être « assez libres » ou « entièrement libres » (Figure 5). C'est le même son de cloche au niveau de l'adhésion à un quelconque parti politique (86%).

Figure 5 : Liberté d'association et de vote | Guinée | 2022

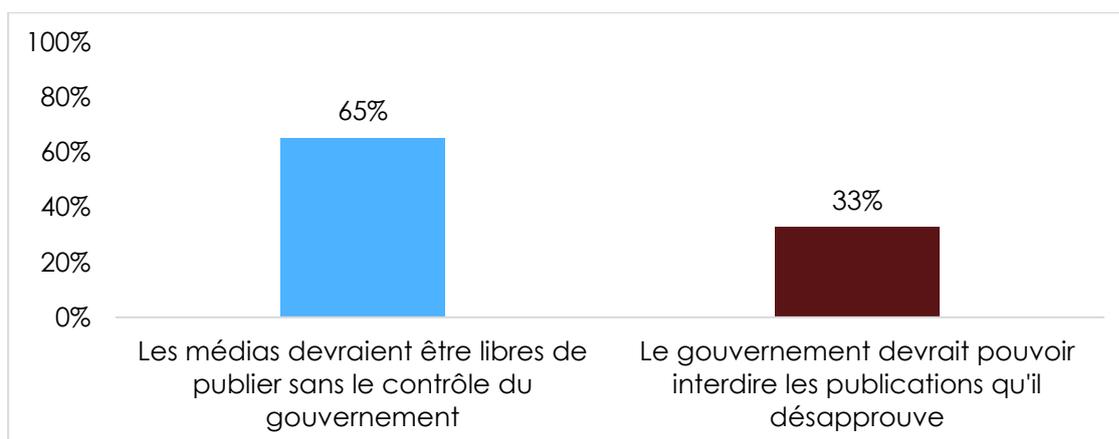


Questions posées aux répondants : Dans ce pays, à quel point êtes-vous libre de :
 Adhérer à une organisation politique de votre choix ?
 Choisir sans pression la personne pour laquelle vous allez voter ?

Perceptions de la liberté des médias

Avant de demander aux répondants le niveau de liberté de la presse, Afrobarometer les a interrogés pour savoir si les médias devraient avoir la liberté de fonctionner sans le contrôle du gouvernement. Sur cet indicateur, la proportion de répondants qui s'expriment en faveur de la liberté des actions des médias est de 65% (Figure 6).

Figure 6 : Les médias devraient-ils être libres de publier ? | Guinée | 2022

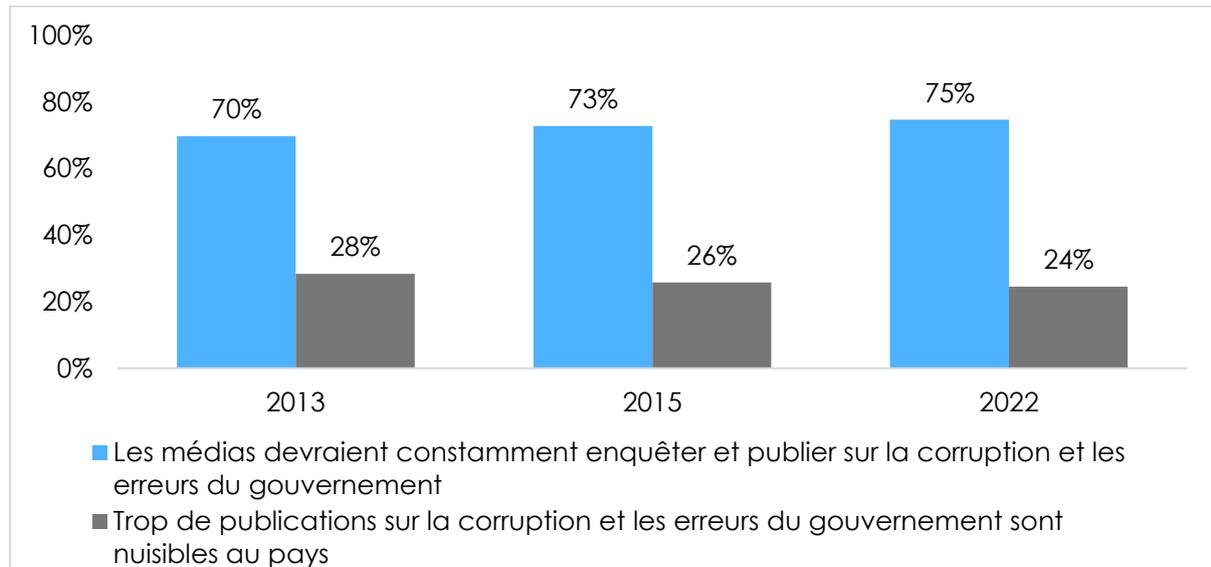


Question posée aux répondants : Parlons un peu du type de société que vous souhaiteriez pour ce pays. Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?
 Affirmation 1 : Les médias devraient être libres de publier n'importe quelles opinions ou idées sans le contrôle du gouvernement.
 Affirmation 2 : Le gouvernement devrait pouvoir interdire aux médias de publier des choses qu'il désapprouve.
 (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

En plus, les trois quarts (75%) des citoyens estiment que les médias devraient constamment enquêter et publier sur la corruption et les erreurs du gouvernement. Ce taux a connu une légère hausse de 5 points de pourcentage depuis 2013 (Figure 7).

Cependant, dans les moments spécifiques d'urgence de santé publique comme la pandémie de COVID-19, 59% des Guinéens sont en accord avec l'idée de la censure des reportages médiatiques (Figure 8).

Figure 7 : Les médias devraient-ils surveiller le gouvernement ? | Guinée | 2013-2022



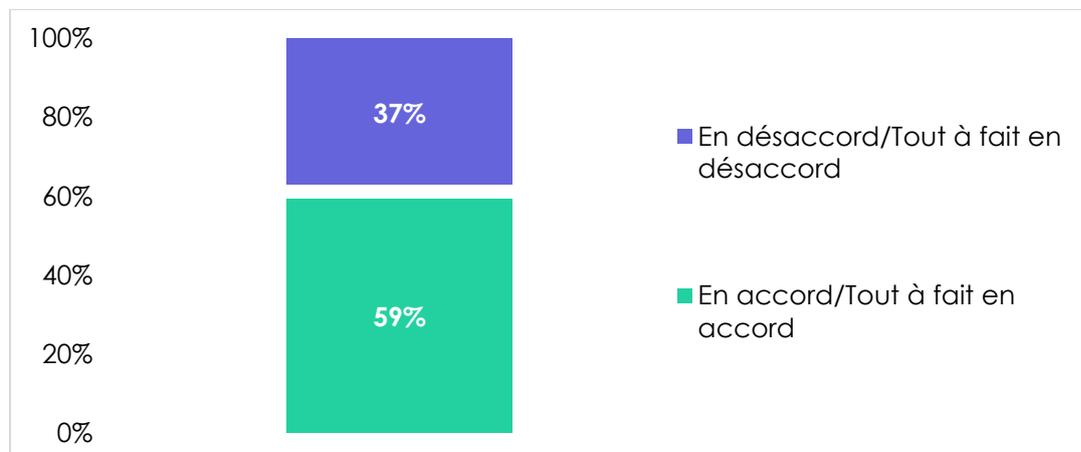
Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1: Les médias devraient constamment enquêter et publier sur la corruption et les erreurs du gouvernement.

Affirmation 2: Trop de publications sur les événements négatifs comme la corruption et les erreurs du gouvernement sont nuisibles au pays.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Figure 8 : Censure des reportages médiatiques en temps de crise | Guinée | 2022



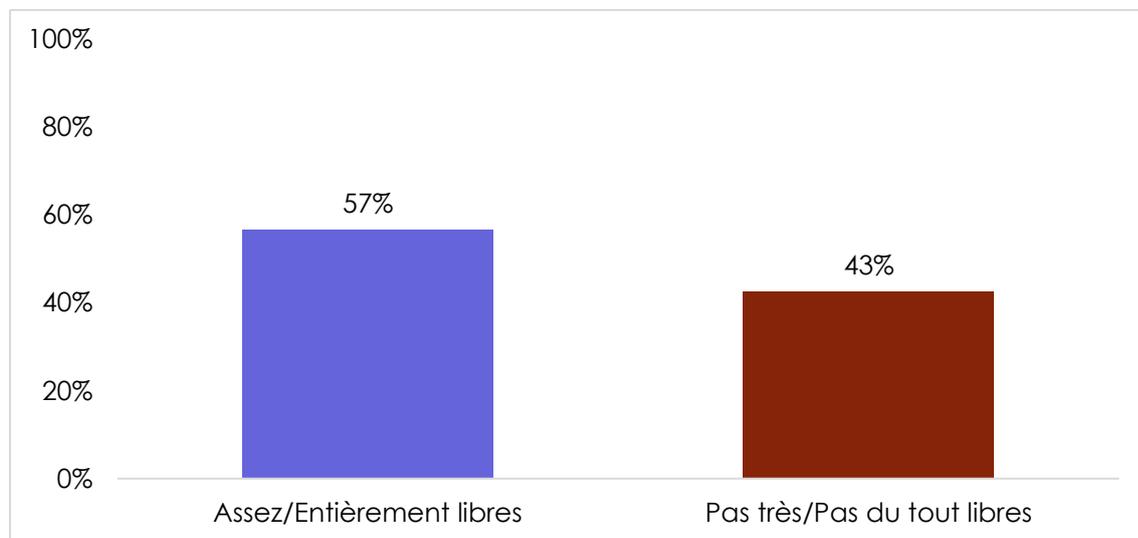
Question posée aux répondants : Lorsque le pays fait face à une urgence de santé publique comme la pandémie de COVID-19, êtes-vous en accord ou en désaccord qu'il est justifié pour le gouvernement de limiter temporairement la démocratie ou les libertés démocratiques en prenant la mesure suivante : Censurer les reportages médiatiques ?

Concernant la perception de la liberté de la presse, la majorité (57%) des Guinéens affirment que la presse est « assez libre » ou « entièrement libre » de publier sans crainte de censure de la part du gouvernement. Cependant, 43% estiment que les médias ne sont pas libres (Figure 9).

Cela place la Guinée dans la moyenne des 39 pays africains interrogés par Afrobarometer pour le Round 9 (Figure 10).

La perception que les médias ne sont pas libres de publier sans censure du gouvernement est plus répandue chez les plus instruits (53%), les citadins (53%), les démunis (47%)¹, les hommes (46%) et les plus de 45 ans (46%-47%) (Figure 11).

Figure 9 : Les médias sont-ils libres ? | Guinée | 2022

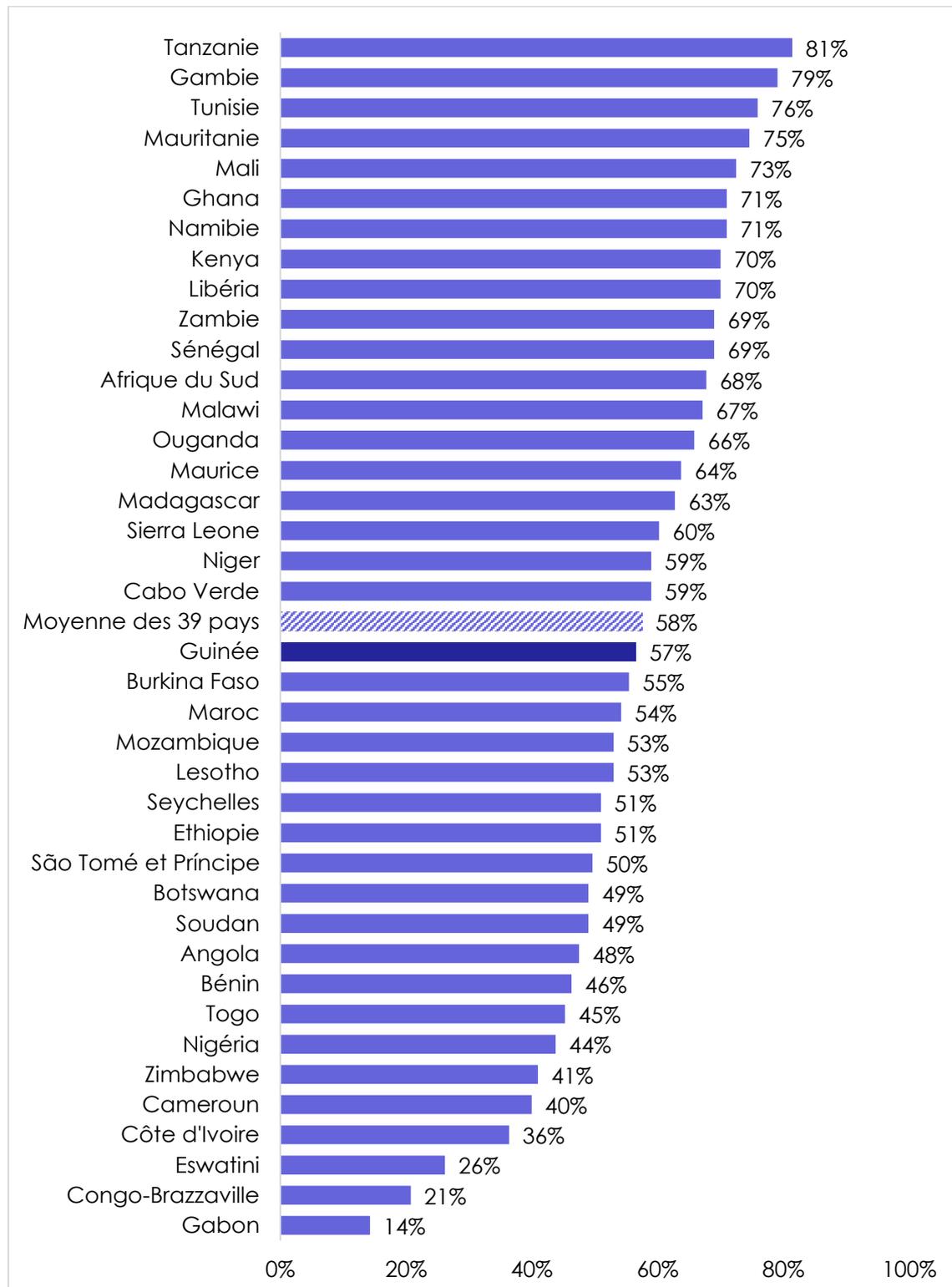


Question posée aux répondants : A votre avis, à quel point les médias sont-ils libres dans ce pays de diffuser et de commenter l'actualité sans censure ni ingérence du gouvernement ?

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

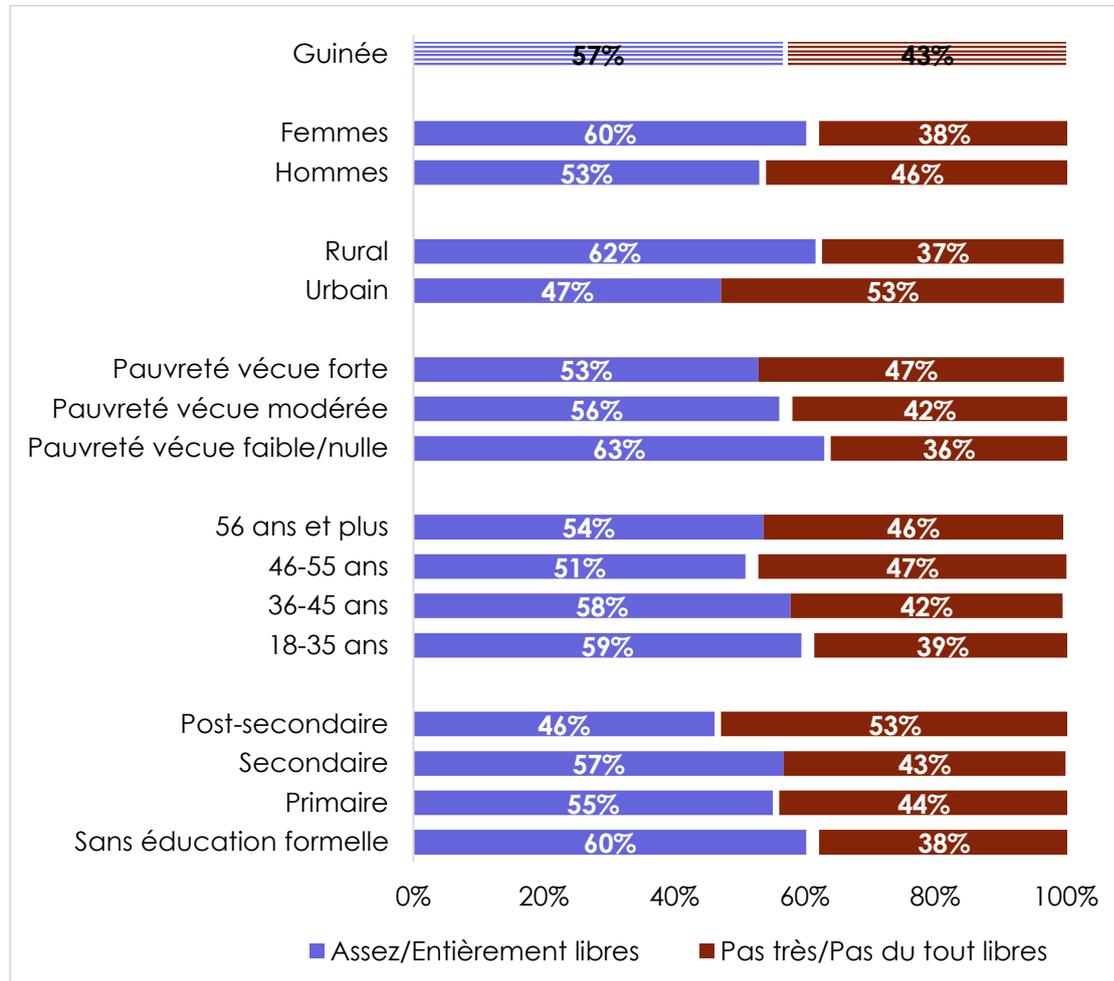
¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Figure 10 : Liberté des médias | 39 pays | 2021/2023



Question posée aux répondants : A votre avis, à quel point les médias sont-ils libres dans ce pays de diffuser et de commenter l'actualité sans censure ni ingérence du gouvernement ?
 (% qui disent « assez libres » ou « entièrement libres »)

Figure 11 : Liberté des médias de publier sans censure | par groupe démographique | Guinée | 2022



Question posée aux répondants : A votre avis, à quel point les médias sont-ils libres dans ce pays de diffuser et de commenter l'actualité sans censure ni ingérence du gouvernement ?

Conclusion

En Guinée, les textes de lois consacrent les libertés fondamentales notamment d'expression, d'association, de manifestation et de participation politique. Toutefois, des voix dissidentes affirment que ces libertés sont constamment violées par les autorités guinéennes (France 24, 2023).

Bien que la majorité des répondants pensent que les citoyens et les médias soient libres de s'exprimer, la méfiance vis-à-vis du sujet politique constitue une sérieuse menace pour la pleine jouissance de la liberté d'expression individuelle et de la presse.

Par ailleurs, la liberté d'adhérer à la formation politique de son choix et de voter pour un quelconque candidat sans pression sont des acquis que la Guinée devra travailler à préserver au regard des défis démocratiques que traverse le pays actuellement.

Références

- Bangoura, M. (2019). Rapport sur l'état de la liberté de la presse dans le monde : La Guinée occupe le 107^èm rang au classement RSF. Mosaiqueguinée.com.
- France 24. (2018). Guinée : Conakry « ville morte » à l'appel des syndicats et de l'opposition. 26 février.
- France 24. (2023). Guinée : Des syndicats dénoncent des atteintes à la liberté de la presse.
- Matras, C., Fra, D., Leroy, M., Camara, M., & Curtis, M. (2015). Le paysage médiatique guinéen : Etat des lieux, enjeux et défis.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- Reporters Sans Frontières. (2023). Guinée : La junte attaque de manière inédite la liberté de la presse.
- Sow, S. (2024). La Guinée se mobilise pour la liberté d'expression : Un sit-in massif prévu devant le siège de l'ARPT. 17 février.

Mohamed Sylla est le responsable de la communication à Stat View International, partenaire national d'Afrobarometer en Guinée. Email : msylla2013@gmail.com

Lionel Ossé est le manager adjoint des enquêtes Afrobarometer pour l'Afrique de l'Ouest anglophone et l'Afrique du Nord. Email : lessima@afrobarometer.org.

Aliou Barry est le directeur général de Stat View International. Email : aliou.newton@gmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University, University of Cape Town et University of Malawi apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de l'Agence Norvégienne de Coopération au Développement via le Projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations – Africa, de Luminate, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères de la Finlande, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de la Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme et de GIZ.

Les dons aident Afrobarometer à donner la parole aux citoyens africains. Veuillez envisager de faire un don à Afrobarometer. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce [lien](#) ou ce [lien](#). Pour discuter du financement institutionnel, contactez Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org).

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



Dépêche No. 802 d'Afrobarometer | 2 mai 2024